



L'augmentation du prix des denrées alimentaires : un bienfait caché pour l'Afrique ?

par Denise Wolter

- ◆ Le prix des denrées alimentaires devrait rester soutenu, l'aide d'urgence ne pouvant être qu'un palliatif temporaire.
- ◆ Une agriculture africaine rentable pourrait bien transformer une malédiction en bénédiction.
- ◆ Gouvernements africains et bailleurs de fonds devraient encourager la commercialisation des cultures vivrières.

Face à l'augmentation des prix alimentaires, les appels aux plans d'urgence et à l'aide alimentaire se multiplient. La situation désespérée des familles démunies appelle bien entendu des mesures rapides de secours – mais les distributions de nourriture ne sont pas viables à terme.

Les mauvaises récoltes provoquées par des conditions météorologiques défavorables, la demande croissante d'aliments transformés et les coûts de production et de transport toujours plus élevés du fait de la flambée des cours du pétrole ne vont pas se résorber de sitôt. Les besoins énergétiques grandissants des économies émergentes comme la Chine et l'Inde, conjugués aux subventions pour les biocarburants, ont entraîné une utilisation croissante des cultures vivrières pour la production d'énergie.

La malédiction de cette augmentation des prix alimentaires pourrait en fait devenir une bénédiction si l'agriculture africaine arrivait enfin à devenir rentable. Le continent perd du terrain dans les échanges agricoles mondiaux. La part des produits africains dans les importations agricoles mondiales s'est repliée, de 5.4 pour cent au milieu des années 1980 à 3.2 pour cent en 2006.

La commercialisation de ses produits agricoles ouvrirait à l'Afrique de nombreux débouchés, même si cette approche semble contraire à l'idée même de lutte contre la pauvreté et de sécurité alimentaire. Pourtant, dans des pays censés être parvenus à la sécurité alimentaire comme le Ghana et la Tanzanie, les problèmes persistent, pour deux grandes raisons : le dysfonctionnement des marchés intérieurs et la faiblesse de la productivité.

L'aide alimentaire, les subventions et les restrictions à l'exportation n'ont pas résolu les problèmes de sécurité alimentaire de l'Afrique. Tant que la productivité agricole restera faible, ces dispositions ne procureront qu'une aide d'urgence de court terme. Sur le continent africain, les rendements des céréales, racines et tubercules n'ont pas évolué entre 1990 et 2006, alors qu'en Asie du sud-est, ils ont progressé de plus de 30 pour cent (figures 1 et 2).

L'agriculture africaine reste dominée par des petits producteurs pratiquant une agriculture pluviale traditionnelle non intensive sur des superficies limitées. En Zambie par exemple, moins de 15 pour cent des terres arables sont cultivées, seulement 10 pour cent des terres irrigables sont irriguées et 40 pour cent des ménages ruraux pratiquent exclusivement une agriculture de subsistance.

Figure 1. Rendements céréaliers (kg/ha, 1990-2006)

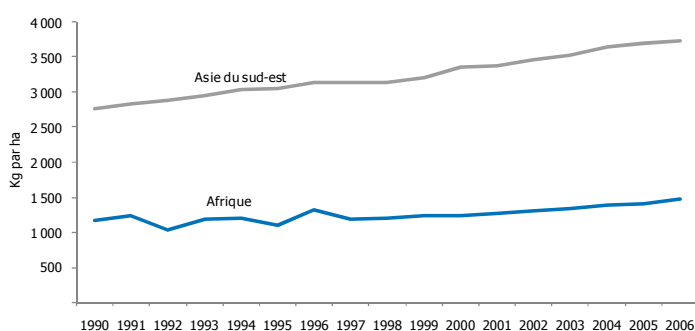
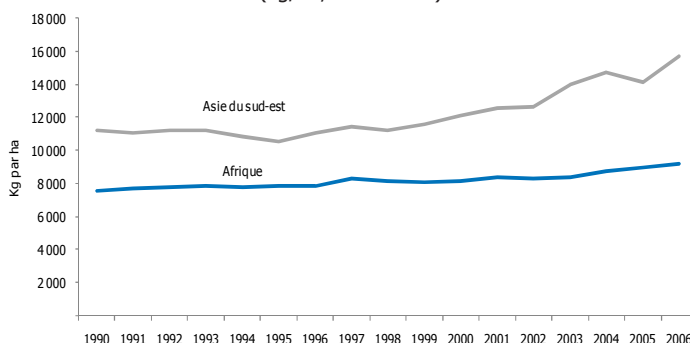


Figure 2. Rendements des racines et tubercules (kg/ha, 1990-2006)



Source : Centre de développement de l'OCDE, 2008.

Les opinions exprimées dans cet exposé sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE, du Centre de développement ou de leurs pays membres.

Si la productivité en berne et la prédominance de l'agriculture de subsistance reflètent le triste état actuel de l'agriculture, elles signalent aussi un potentiel et des débouchés commerciaux inexploités. Les pouvoirs publics et les bailleurs devraient s'efforcer de libérer ce potentiel.

Les recherches du Centre de développement de l'OCDE révèlent que les projets des bailleurs de fonds qui optent pour une démarche commerciale obtiennent des résultats positifs dans l'horticulture au Ghana, au Sénégal et, dans une moindre mesure, au Mali et en Zambie. L'agriculture contractuelle (producteurs satellites notamment) a fait la preuve de son efficacité pour associer les petits exploitants à la production de cultures d'exportation et réaliser des économies d'échelle. Le soutien des bailleurs a facilité la mise en place de ces dispositifs, en particulier au Sénégal.

Forts de leurs programmes réussis de commercialisation dans le secteur exportateur, les bailleurs devraient désormais s'intéresser au potentiel commercial des cultures vivrières. L'augmentation de la demande locale et régionale sur le continent offre suffisamment d'occasions pour accroître la production et développer les industries de transformation.

La crise alimentaire actuelle pourrait bien se révéler bénéfique en attirant davantage l'attention sur le fonctionnement des marchés des produits alimentaires. Les carences des infrastructures de transport, l'absence d'informations sur les marchés et le caractère imprévisible des interventions de l'État empêchent actuellement tout développement commercial. C'est pour cela qu'en Tanzanie, les régions excédentaires préfèrent exporter leurs produits vers les pays voisins plutôt que dans le reste du pays.

Pourtant, si les programmes de commercialisation pour les produits agricoles d'exportation sont assez répandus, ils restent encore rares pour les cultures vivrières. Jusqu'ici, bailleurs de fonds et dirigeants ont privilégié la production au détriment de l'établissement de liens avec les marchés et du renforcement des capacités institutionnelles. Certes, la conception de ce type de programmes pour les cultures vivrières est plus délicate. Mais l'impact potentiel sur la réduction de la pauvreté et le développement économique ne devrait pas être sous-estimé.

Une productivité accrue des cultures vivrières exigera de gros investissements dans les infrastructures d'irrigation, de stockage et de transport mais aussi un accès plus aisé aux intrants (engrais, semences, plants et crédit) et aux marchés.

En outre, on sait que l'amélioration de la productivité agricole en Asie du sud-est a été étroitement liée à une augmentation des dépenses publiques de recherche et développement (R-D) et à une amélioration des services de vulgarisation. En Afrique, la R-D publique se réduit comme peau de chagrin depuis 30 ans. Il faut renverser la vapeur et améliorer les services de vulgarisation si l'on veut que les exploitants bénéficient à plein des résultats de la R-D.

Pour faire de l'agriculture une activité rentable, il faut aussi étoffer la palette des acteurs impliqués. Dans leur lutte contre la pauvreté, bailleurs de fonds et gouvernements doivent élargir leurs interventions au-delà des seuls petits producteurs. Les négociants, les marchands de gros et les exportateurs – qui ne sont pas forcément pauvres – sont des intermédiaires essentiels dans la chaîne de valeur agroalimentaire.

Enfin, la commercialisation des denrées vivrières permettrait aussi à l'Afrique de regagner du terrain dans les échanges agricoles internationaux. Selon des travaux récents du Centre de développement de l'OCDE, de grosses sociétés agroalimentaires européennes étudient déjà les possibilités d'investir en Afrique pour assurer l'approvisionnement futur des marchés nationaux.

L'Afrique ne doit pas rater l'occasion de conjuguer développement agricole et activité commerciale car, à long terme, son développement dépendra du dynamisme du secteur privé.

Pour approfondir la question :

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT de l'OCDE (2008), *Business for Development: Promoting Commercial Agriculture in Africa*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

Cinq études de cas approfondies (Ghana, Mali, Sénégal, Tanzanie et Zambie) sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/dev/publications/businessfordevelopment